Élections : les fonds secrets et les autres

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1979)**

Heft 516

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1016639

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

ELECTIONS

Les fonds secrets et les autres

Dans un "Point de vue" du "Monde" (26.9. 1979) Roger-Gérard Schwartzenberg énumérait les six luttes que devrait en tout cas mener une gauche nouvelle ; parmi celles-ci, le plafonnement strict des dépenses électorales dont l'Etat assurerait par ailleurs le financement".

Nous sommes à la veille des élections nationales. Combien de millions de francs seront-ils investis dans les campagnes électorales et quelle en sera la provenance ? Nous ne le saurons jamais.

On se souvient que Jean Meynaud, dans l'étude sur "Les partis politiques vaudois", rédigée avec le concours du Groupe d'études politiques vaudoises (Montreal 1966), consacrait un chapitre aux techniques de financement. Il concluait : "Au total, les partis vaudois, comme d'ailleurs tous leurs homologues en Suisse, constituent un secteur pauvre dans un pays riche ou en voie d'enrichissement rapide".

La situation n'a pas changé. Le "Tages-Anzeiger" (Zurich) a consacré deux articles bien documentés dans son édition du 26 septembre aux finances des partis zurichois : d'une part d'une analyse des comptes généraux, d'autre part des budgets pour la campagne électorale en cours. Des données à retenir parce que les budgets des "centrales" nationales des divers partis sont aussi indiqués.

Trois chiffres. Dépenses prévues des quatre partis gouvernementaux pour leur campagne nationale : 1 310 000 francs.
Dépenses des mêmes partis et de l'Alliance des indépendants pour la campagne zurichoise, 1 374 000 francs (crédit ouvert par Migros à l'Alliance des indépendants pour la campagne électorale sur le plan national et dans les cantons où la liste a été déposée : 1,9 million de francs).
Bien entendu à ces chiffres s'ajoutent les frais des campagnes personnelles de certains candidats, des campagnes menées par des groupements divers en faveur de candidats qu'ils patronnent, et des aides "en nature".
Encore un tableau récapitulatif :

	CH	ZH
Parti socialiste	290 000	154 000
Parti radical	500 000	250 000
UDC	120 000	420 000
PDC	400 000	150 000
Alliance des indépendants	(1 900 000)	(400 000)

Les parenthèses signalent que les 400 000 francs du canton de Zurich sont une partie du montant à disposition pour l'ensemble de la campagne en Suisse.

L'article cité contient en outre des indications sur d'autres partis en lice, mais il s'agit de sommes bien inférieures !

Notons encore que le "Tages-Anzeiger" précise que seuls le Parti socialiste et l'Alliance des indépendants ont présenté un budget par écrit.

PS. Pour mémoire, ces sommes serviront à défendre, voir à améliorer les positions suivantes, au Conseil national par exemple (situation au 1er septembre 1979) :

Parti socialiste	53
Parti radical	47
Parti démocrate-chrétien	46
Union démocratique du centre	23
Alliance des indépendants	11
Union libérale démocratique	6
Parti du travail	4
Mouvement national d'action républicaine et sociale	3
Parti évangélique populaire	3
Action nationale	2
Partis socialistes autonomes	2

A noter que six cantons seulement élisent plus de dix conseillers nationaux ; ce sont Zurich (35), Berne (29), Vaud (16), Argovie (14), St-Gall (12) et Genève (11) ; les vingt autres cantons et demi-cantons en élisent 83 au total (parmi ces vingt, neuf ont autant de conseillers aux Etats que de conseillers nationaux).

ROUTE

La prudence mortelle des pouvoirs publics

Chaque conducteur sait d'expérience que la distance de freinage est plus faible à 50 km/h. qu'à 60 km/h ; les spécialistes nous disent — et il vaut mieux les croire que de faire l'expérience — qu'une réduction de la vitesse de 10 km/h atténue sensiblement la violence du choc en cas de collision.

Malgré ces évidences il a fallu deux ans — soit 2400 tués sur les routes suisses — à un groupe de travail sur la sécurité routière pour proposer au Conseil fédéral de faire un essai: abaisser, pour un temps déterminé et dans certaines localités seulement, la vitesse maximum de 60 à 50 km/h , afin de compter et de comparer pour savoir si vraiment l'effet est vraiment positif.

Qui a peur de la vérité ? En tout cas pas les villes de Berne, de Bâle et de Zurich qui, alors qu'elles n'étaient pas prévues dans les localités-témoins, se sont offertes de participer à leurs frais à l'entreprise. Ceux qui ont peur de la vérité, ce sont les cantons romands et le Tessin qui ont refusé de s'associer à l'expérience et qui, par ce fait, retardent le coup d'envoi de l'opération initialement fixé au 1er août.